



**« Soutien à la consolidation, à la modernisation et
au développement des structures d'insertion par l'activité économique,
et des organismes d'aide à domicile,
structures économiques porteuses d'emplois »**

CONVENTION SUR OBJECTIFS

ENTRE :

- Le DEPARTEMENT DE LA DROME, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département, par arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, et désigné ci-après « le Département »
d'une part,

ET :

- L'ASSOCIATION INITIACTIVE 26.07, représentée par son Président dûment habilité par son Conseil d'Administration
Quartier du 45^{ème} parallèle - 9 Rue Olivier de Serres
26300 CHATEAUNEUF SUR ISERE
et désignée ci-après « l'Organisme »
d'autre part,

PREAMBULE

Le Département de la Drôme, chef de file en matière d'insertion, soutient fortement des actions qui participent à la cohésion sociale et au développement du territoire et s'inscrivant pleinement dans le cadre de sa feuille de route Economie Emploi Insertion et de son Programme départemental d'insertion vers l'emploi (PDIE). A ce titre, les structures de l'Economie sociale et solidaire (ESS) constituent un secteur porteur d'innovations dont l'offre de services et de produits a vocation à répondre à des besoins sociaux non satisfaits.

Le Département est également l'un des acteurs principaux du secteur de l'aide à domicile dont l'un des objectifs majeurs est de permettre au plus grand nombre de personnes âgées dépendantes et de personnes handicapées de rester à leur domicile le plus longtemps possible selon leur souhait. La Caisse nationale de solidarité de l'Autonomie (CNSA) qui a pour mission de contribuer au financement de la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées a conventionné avec le Département de la Drôme autour de 4 axes :

- structurer et moderniser le secteur de l'aide à domicile,
- professionnaliser le secteur de l'aide à domicile,
- soutenir les aidants familiaux,
- soutenir les accueillants familiaux.

L'Association INITIATIVE 26.07 a pour objet de soutenir l'économie de proximité, l'entrepreneuriat classique et l'économie sociale et solidaire pour développer l'emploi et l'équilibre des territoires, favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes éligibles par la création et la consolidation d'entreprises ou de structures de l'économie sociale et solidaires porteuses d'emplois, en mobilisant des initiatives et des financements solidaires. Par ailleurs, celle-ci est mandatée par l'Etat pour porter le dispositif local d'accompagnement (DLA) au niveau du territoire drômois sur une période de 3 ans de 2020 à 2022.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I – OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le Département apporte un soutien sur 2 volets :

- Le travail que mène l'organisme en direction de structures de l'économie sociale et solidaire et structures économiques porteuses d'emplois, en faveur des personnes en difficultés et/ou bénéficiaires du RSA et plus particulièrement les structures de l'insertion par l'activité économique, objectif entrant dans le cadre des orientations Economie Emploi Insertion du Département.
- La structuration et la modernisation des structures du secteur de l'aide à domicile. Il s'agit plus particulièrement d'aider à la modernisation de la gestion et à la stabilisation financière des organismes d'aide à domicile, objectif entrant dans le cadre de la convention CNSA/Département.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties, dans les conditions définies ci-après.

TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'ACTION

L'organisme a pour mission d'une part d'accompagner et de financer les structures d'insertion par l'activité économique, les entrepreneurs au démarrage de leur entreprise et dans les 5 premières années, grâce à différents outils financiers et en mobilisant des moyens techniques d'accueil, d'expertise et de suivi pour ces structures, d'autre part, en tant que gestionnaire du dispositif local d'accompagnement (DLA) a pour objectif de travailler, avec l'appui de consultants extérieurs, à la consolidation économique des associations et structures porteuses d'emplois et ayant une utilité sociale.

Il s'agit de travailler sur :

- L'amélioration de la qualité des emplois et leur pérennisation.
- La consolidation économique et financière des structures, asseoir leur modèle économique,
- Le renforcement de leurs compétences pour leur permettre d'adapter leurs activités à l'évolution de leur environnement et de les professionnaliser,
- Le maintien des activités et services d'utilité sociale sur les territoires.

Dans le cadre de ces missions, l'organisme met en œuvre les outils et moyens techniques et financiers adaptés, à savoir :

- un accueil et une information auprès des structures d'utilité sociale et économiques,
- un diagnostic sur les points forts et faibles pour dégager des axes de progrès et établir un plan de consolidation des activités,

- un accompagnement individuel et/ou collectif réalisé par un consultant spécialisé et/ou un intervenant du DLA en fonction du besoin,
- des financements en quasi fonds propres (outils financiers France active/INITIACTIVE) et/ou garanties sur emprunts bancaires.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à :

- respecter l'ensemble des obligations à sa charge, telles que définies à l'article 2,
- apporter aux structures porteuses d'emplois une expertise et des outils pour soutenir le développement de leurs activités,
- réaliser un travail d'étude de viabilité économique, d'analyse financière et organisationnelle, d'établir un diagnostic et réaliser un accompagnement,
- réaliser ces accompagnements sur prescription des services du Département en accord avec les structures concernées. Le Département fera ses propositions aux membres et partenaires du DLA pour approbation.

Dans toute action de communication relative à la présente action, l'organisme s'engage à faire apparaître l'intervention du Département. Les documents édités par l'Organisme porteront la mention "avec la participation du Département" et reproduiront le logo type départemental.¹

Pour le projet soutenu par le Département, l'association s'engage à faire mention de la participation du Département et de la CNSA dans ses rapports avec les médias ainsi que dans tous les documents édités par l'association.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Les études de faisabilité, travaux d'expertise et d'accompagnement à la réorganisation permettent d'améliorer la connaissance et la compréhension des structures, de leurs potentiels et de leurs enjeux.

Pour l'exercice 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Organisme la somme totale de **55 000 €** correspondant à :

- **25 000 €** pour la réalisation d'accompagnements individuels et/ou collectifs en matière d'ingénierie et d'expertise à destination particulièrement des structures d'insertion par l'activité économique et des structures d'utilité sociale (Programme Innovation économiques et sociales).
- **30 000 €** pour l'accompagnement à la modernisation de la gestion et à la stabilisation financière des organismes d'aide à domicile (Programme Maintien à domicile personnes âgées).

La participation du Département sera versée en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention.
- Le solde de la participation financière du Département au vu du compte rendu détaillé prévu à l'article 5 et tiendra compte de la réalisation des objectifs.

ARTICLE 5 - EVALUATION

L'Organisme s'engage à remettre au Département via insertion@ladrome.fr :

- un compte rendu détaillé des études et expertises réalisées auprès des structures porteuses d'emplois dans le cadre d'un DLA ;

¹ L'utilisation du logo type du Département de la Drôme fait l'objet d'une charte graphique, se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo type.

- un rapport d'activité final portant sur les actions d'accompagnement, arrêté au 31 décembre 2020, à fournir avant le 31 janvier 2021 ;
- un état des dépenses réalisées au titre de l'action arrêté au 31 décembre 2020 et un budget prévisionnel pour l'année suivante, à fournir avant le 31 janvier 2021 ;
- les documents comptables et les rapports de gestion fournis à l'occasion de l'assemblée générale de l'association certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes, le cas échéant, à fournir avant le 30 juin 2021.

TITRE III - DUREE, RESILIATION, LITIGE

ARTICLE 6 - DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2020. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des engagements de chacune des parties.

ARTICLE 7 - RESILIATION

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner, sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées à l'organisme.

ARTICLE 8 - LITIGE

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

FAIT A VALENCE, LE

en deux exemplaires originaux.

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

**LE PRESIDENT
DE L'ASSOCIATION INITIATIVE 26.07,**

Marie-Pierre MOUTON

Philippe VEYRET